

20/05/2021



DÉCLARATION CONJOINTE

Sans une analyse d'impact exhaustive, nous ne pourrions célébrer le premier anniversaire de la stratégie « De la ferme à la table »

Cette journée marque le premier anniversaire de la présentation de la stratégie « De la ferme à la table » par la Commission européenne à Bruxelles. Toutefois, nous ne pouvons nous joindre aux célébrations, car cette stratégie soulève encore trop de questions sans réponses au sein de la communauté agricole et

agro-alimentaire européenne. Cette année d'intenses débats n'a fait que multiplier nos sujets d'inquiétude.

Nous, signataires de cette déclaration, ne doutons absolument pas que la stratégie « De la ferme à la table », avec ses objectifs, aura un impact considérable sur toute la chaîne de valorisation agricole, allant des agriculteurs jusqu'à nos systèmes alimentaires et aux consommateurs de toute l'Union européenne. Mais il ne s'agira sans doute pas de l'impact initialement escompté.

Disons-le clairement : nous ne nous opposons pas, sur le fond, à l'approche proposée dans la stratégie « De la ferme à la table » et le Pacte vert. Nous sommes conscients que notre système alimentaire doit intégrer des mesures supplémentaires pour en améliorer la durabilité au plus vite, tout en préservant les normes de qualité les plus élevées ainsi que le caractère abordable des denrées alimentaires.

Toutefois, cette stratégie aura non seulement un impact sur la qualité environnementale de notre agriculture, mais également sur notre capacité de production, notre compétitivité, nos importations et, finalement, sur les prix payés par le consommateur. Comme cela a été démontré durant cette année, il existe de profonds paradoxes dans la composition de ces objectifs généralisés et, d'ici à ce que ces objectifs soient pleinement compris, il sera déjà trop tard. Ne nous dérobons pas au débat concernant ces paradoxes. Nous devons les aborder ensemble car, même s'il semble qu'une indifférence collective se soit emparée de l'UE ces derniers temps, les enjeux sont bien trop considérables pour fermer les yeux.

Une analyse d'impact exhaustive aurait constitué la réponse appropriée pour entamer une discussion concrète sur le fond de la stratégie « De la ferme à la table ». Une telle étude a été promise par le Vice-président Frans Timmermans. Toutefois, au mépris de cette promesse, faite en de nombreuses occasions conformément au principe de « bonne gouvernance » de la Commission, nous savons désormais qu'une telle évaluation ne verra jamais le jour. Et pourtant, les principes de la Commission à ce sujet sont clairs : « *Une analyse d'impact est requise pour les initiatives de la Commission susceptibles d'avoir des impacts économiques, environnementaux ou sociaux significatifs. (...) Les analyses d'impact récoltent des informations afin d'évaluer si la future action législative ou non législative européenne est justifiée et comment une telle action peut être conçue afin d'atteindre les objectifs politiques souhaités.* » Au vu des défis pour notre sécurité alimentaire, cette négligence de la part de la Commission est aussi incompréhensible qu'inacceptable.

Mener des études séparées concernant les différents objectifs de la stratégie n'est pas non plus suffisant. C'est uniquement en cumulant et en croisant les différents objectifs proposés dans la stratégie qu'il est possible de mesurer l'ampleur réelle des défis que pose cette stratégie. Dans le domaine de la politique commerciale, cette même Commission a eu l'audace de proposer une étude exhaustive des impacts cumulatifs complexes impliqués dans le cadre de plus de soixante accords commerciaux signés par l'UE. Pourquoi n'est-ce donc pas le cas pour la stratégie « De la ferme à la table » ? Pourquoi le gouvernement des États-Unis a-t-il d'ores et déjà mené une étude concernant une politique phare de l'Union européenne ?

Nous demandons l'application de trois principes relevant du bon sens : avoir une politique fondée sur des données concrètes et des preuves scientifiques, conformément aux principes « mieux légiférer », et non sur l'idéologie et les positionnements politiques ; commencer à discuter de technologies et d'outils concrets à même de susciter l'enthousiasme pour ce projet politique au sein de notre communauté agricole ; et enfin, avoir le même niveau d'ambition sur le marché unique de l'UE qu'avec les partenaires commerciaux à l'international qui ne partagent pas nos ambitions.

¹ <https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/better-regulation-guidelines-impact-assessment.pdf>

² <https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/better-regulation-guidelines-better-regulation-commission.pdf>

³ <https://www.ers.usda.gov/webdocs/publications/99741/eb-30.pdf?v=4992.2>

-FIN-

AnimalHealthEurope - Fabricants européens de médicaments pour animaux

Agriculture and Progress - Plateforme européenne pour une production agricole durable

AVEC - Association européenne des transformateurs et négociants de volaille

Ceettar - Confédération Européenne des Entrepreneurs de Travaux Techniques Agricoles, Ruraux et Forestiers

CEFS - Comité européen des fabricants de sucre

CEJA - Conseil européen des jeunes agriculteurs

CEMA - Association européenne des constructeurs de machines agricoles

CEPM - Confédération européenne des producteurs de maïs

CEVI - Confédération européenne des vignerons indépendants

CIBE - Confédération internationale des betteraviers européens

Clitravi - Centre de liaison des industries transformatrices de viande de l'UE

COCERAL - Association européenne du commerce des céréales, des oléagineux, des légumineuses, de l'huile d'olive, des huiles et des graisses ainsi que de l'approvisionnement agricole

Copa-Cogeca - Agriculteurs et coopératives agricoles d'Europe

Cotance - Confédération des Associations Nationales de Tanneurs et Mégissiers

EDA - Association européenne des produits laitiers

EFFAB - Forum européen des éleveurs d'animaux de reproduction

ELO - Organisation européenne des propriétaires fonciers

ePURE – Association européenne de l'éthanol renouvelable

Euromontana - Association européenne des zones de montagne

European Livestock Voice - Plateforme européenne de la chaîne alimentaire de l'élevage (avec le soutien de ses partenaires locaux, **CARNI SOSTENIBILI** (IT) et **SOMOS GANADERIA** (ES))

Euroseeds - Association du secteur européen des semences

FARM EUROPE - Think tank européen de réflexion sur les économies rurales

FEAP - Fédération européenne des producteurs aquacoles

FEFAC - Fabricants européens d'aliments pour animaux

FEFANA - Association européenne des producteurs et livreurs d'ingrédients et leurs mélanges en nutrition animale

Fertilizers Europe - Association européenne des fabricants d'engrais

Euro Foie Gras - Fédération européenne du foie gras

IBC - Confédération internationale de la boucherie

UECBV - Union européenne du commerce du bétail et des métiers de la viande

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

François Guerin
Senior Policy Advisor

Francois.Guerin@copa-cogeca.eu

Jean-Baptiste Boucher
Directeur de la communication
Téléphone : + 32 474 840 836
jean-baptiste.boucher@copa-cogeca.eu
